



**LA PRODUCTIVITÉ ET LE NIVEAU DE VIE DU CANADA :
HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN**

Daniel J. Shaw
Division de l'économie

Le 24 octobre 2002

**PARLIAMENTARY RESEARCH BRANCH
DIRECTION DE LA RECHERCHE PARLEMENTAIRE**

La Direction de la recherche parlementaire de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, elle assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les analystes peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétences.

**THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
RÉSUMÉ.....	i
D’OÙ NOUS VENONS.....	1
OÙ NOUS EN SOMMES	3
COMMENT NOUS EN SOMMES ARRIVÉS LÀ.....	4
CE QUE L’AVENIR NOUS RÉSERVE	10

RÉSUMÉ

Ce document propose un bref aperçu de l'évolution de la productivité du secteur des entreprises et du niveau de vie au Canada au cours des 25 dernières années. Il compare la productivité et le niveau de vie du Canada et leur croissance à ceux des autres pays de l'OCDE et, plus particulièrement, des États-Unis. Cet examen révèle que, par rapport au passé et aux autres pays de l'OCDE, la croissance de notre niveau de vie est languissante, même si notre secteur des entreprises affiche des gains de productivité annuels relativement réguliers depuis les années 1980. Le principal facteur qui contribue à ce phénomène est l'atonie de l'économie, sur les plans de l'emploi et du taux de recrutement de la main-d'œuvre, au cours des années 1990.

La productivité canadienne n'est pas sans présenter quelques problèmes, toutefois. Des taux de croissance relativement stables, dans une période où les résultats des autres pays se sont améliorés et ont surpassé ceux du Canada, supposent une productivité relative plus faible. En conséquence, le Canada a dû compter fortement sur un dollar déprécié par rapport au dollar américain pour permettre à son secteur des entreprises de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Dans une période de demandes intérieure et étrangère relativement faibles – cette dernière concernant surtout les marchandises –, le dollar déprécié a rempli à court terme le rôle essentiel de stabilisateur de la demande globale de biens et de services canadiens. Or, à plus long terme, le niveau de vie de tout pays est inextricablement lié à sa productivité, et non pas au taux du change de sa devise, en particulier à une époque qui suit un baby-boom ou dans une économie où la main-d'œuvre est vieillissante.

Malgré un rendement relatif qui a connu des hauts et des bas, l'économie donne des signes positifs depuis 2000, et le présent document offre une perspective prometteuse sur le taux de productivité des prochaines années. Le Canada semble être sur le point de se joindre aux autres pays industrialisés et de connaître une période de croissance rapide et soutenue de sa productivité, par suite d'une expansion de l'économie fondée sur la technologie, laquelle est en train de façonner une société axée sur la connaissance. L'augmentation du niveau de vie devrait suivre celle de la productivité de plus près que ces dernières années. Il reste toutefois difficile de prévoir si les taux de croissance suffiront à freiner l'augmentation de l'écart entre les niveaux de vie canadien et américain qui s'est amorcée à la fin des années 1970.



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

LA PRODUCTIVITÉ ET LE NIVEAU DE VIE DU CANADA : HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

D'OÙ NOUS VENONS...

Pendant la majeure partie du XX^e siècle, le niveau de vie du Canada s'est amélioré à un rythme régulier et très rapide, comparable à celui des États-Unis. En conséquence, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Canada se classait au deuxième rang parmi les pays industrialisés les plus riches. De fait, les analystes, ceux des Nations Unies par exemple, qui vont au-delà des seules données économiques pour mesurer le bien-être et qui tiennent compte d'indicateurs sociaux comme la santé et l'éducation concluent souvent que le Canada est l'un des pays où il fait le meilleur vivre. Toutefois, ces classements éblouissants sont dans une large mesure attribuables, d'une part, à la chance – la Seconde Guerre mondiale n'a pas eu lieu sur le sol nord-américain – et, d'autre part, aux investissements axés sur l'avenir et aux orientations politiques visionnaires des décennies antérieures. Ils sont donc davantage un reflet du passé qu'un signe annonciateur. Pour en savoir davantage sur ce que l'avenir peut réserver au Canada à cet égard, il faut effectuer une analyse détaillée et méticuleuse des tendances démographiques et économiques actuelles, ainsi que des sources de croissance.

Si nous faisons abstraction des données sociales pour considérer uniquement les statistiques économiques actuelles du bien-être, qui en définitive sous-tendent le volet social, nous nous trouvons devant un tableau très différent. Le Canada n'est plus au sommet de la pyramide économique et il n'est plus au deuxième rang des pays riches. De plus, comme les résultats en matière de santé et d'éducation sont, en partie, déterminés par les dépenses dans ces domaines, lesquelles sont elles-mêmes tributaires de la performance économique du pays, il n'est pas étonnant que le classement du Canada en matière de bien-être social soit récemment tombé du premier au troisième rang, selon le système de notation des Nations Unies⁽¹⁾. La faiblesse

(1) Tout classement selon ces paramètres est subjectif par nature, toutefois. Les facteurs de pondération et les critères choisis le montrent bien, et quelques analystes estiment que le rang plus bas du Canada pourrait simplement tenir à une évolution de la vision subjective des chercheurs des Nations Unies (qui ont modifié l'indice dans l'intervalle) plutôt qu'à un changement réel du rendement du Canada.

récente de la productivité canadienne était un présage évident du déclin actuel du niveau du bien-être collectif, et le Canada risque de perdre davantage de terrain si rien n'est fait pour rehausser sa productivité.

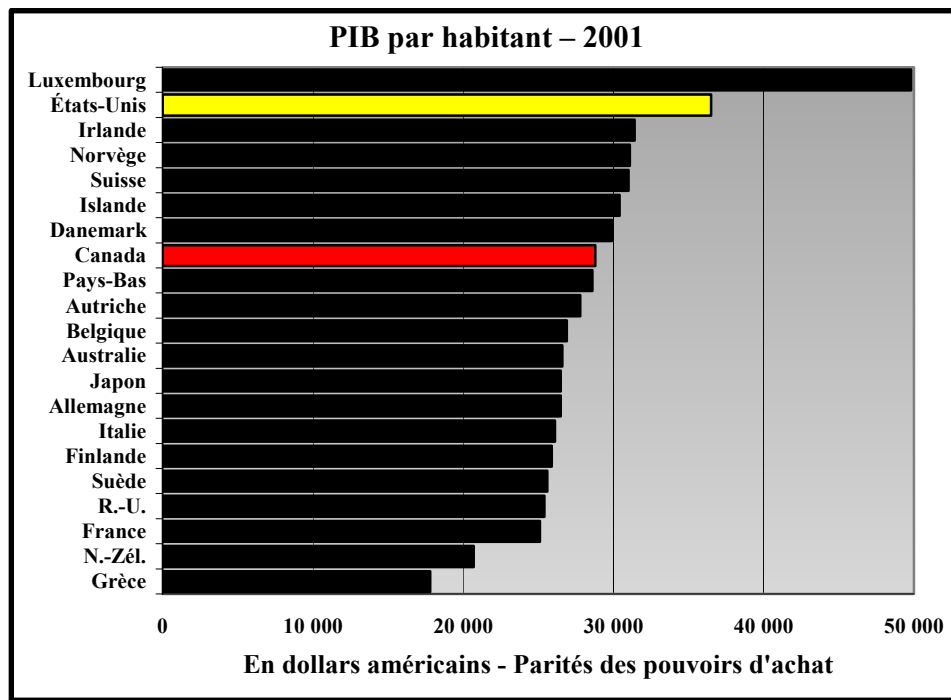
Depuis les années 1980, le Canada voit son niveau de vie reculer par rapport à celui d'autres pays avancés, tels que beaucoup d'États d'Europe de l'Ouest, certains pays du « tigre asiatique » et les États-Unis. Il y a deux raisons à ce malaise économique : 1) de piètres résultats macroéconomiques et 2) une croissance de la productivité plus lente que celle de ces pays. Dans une certaine mesure, cette faiblesse découle des politiques publiques. Par comparaison à plusieurs autres pays avancés, le Canada a, à certains égards, été lent à adapter son cadre institutionnel au nouveau contexte économique, lequel se caractérise par une mondialisation progressive et l'apparition d'une économie fondée sur la connaissance. La réaction du Canada à ce premier phénomène, à savoir son adhésion à l'Accord de libre-échange et à l'Accord de libre-échange nord-américain, a généralement été applaudie. Toutefois, en ce qui concerne le deuxième élément, sa réponse est considérée comme tardive, sinon insuffisante. Par conséquent, le Canada – dont le gouvernement ne prône pas une stratégie économique fondée sur une devise dépréciée – a peut-être néanmoins été trop tributaire et pendant trop longtemps d'un dollar bon marché, comparé au dollar américain, comme moyen de maintenir la position concurrentielle de son secteur des entreprises sur les marchés mondiaux.

Un dollar déprécié est souvent un bienfait relatif. D'un côté, il entraîne un compte de la balance commerciale plus robuste et un taux de chômage plus faible. De l'autre côté, toutefois, il est à l'origine de rémunérations et de revenus relativement plus faibles (la valeur externe des rémunérations et des revenus des Canadiens a baissé; ils ont donc un pouvoir d'achat moindre). Aucun pays n'est jamais devenu riche en pratiquant une réduction nationale des salaires, et c'est ce qu'une devise dépréciée entraîne à long terme. En outre, cette stratégie économique n'annonce rien de bon en ce qui concerne l'indice plus général du bien-être social – sans parler du bien-être économique –, puisque nous risquons d'assister à une baisse de la capacité traditionnelle des pouvoirs publics à financer les systèmes d'éducation et de santé, ainsi qu'à redistribuer notre richesse relative en décroissance.

OÙ NOUS EN SOMMES ...

Le graphique 1 donne un aperçu des niveaux de vie des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2001, selon le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Le Canada se classe au huitième rang des 21 pays choisis pour la comparaison. Seuls le Luxembourg et les États-Unis affichent des niveaux de vie considérablement plus élevés que celui du Canada, mais l'Irlande, la Norvège et la Suisse sont elles aussi mieux placées. L'Islande et le Danemark sont classés avant le Canada, mais de peu, et peuvent donc être considérés comme des égaux sur le plan du niveau de vie. Même classés plus bas que le Canada, les Pays-Bas et l'Autriche pourraient également être considérés comme se situant à égalité avec lui, pour ce qui est du revenu par habitant. Globalement, le Canada n'a rien à envier aux pays d'Europe et d'Australasie.

Graphique 1



Source : OCDE, *L'observateur de l'OCDE 2002/Supplément 1 – L'OCDE en chiffres, Statistiques sur les pays membres, 2002.*

Au-delà des résultats d'une seule année, si nous considérons l'ensemble de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, le tableau est plus complet et se présente de façon légèrement différente. Étant donné que l'Europe et le Japon étaient sensiblement plus pauvres que l'Amérique du Nord après la guerre, les taux de croissance de leurs niveaux de vie

ont dû être constamment plus élevés que ceux du Canada et des États-Unis au cours de cette période. Ce rattrapage était dans une large mesure prévisible, car l'Europe et le Japon reconstruisaient et modernisaient leurs complexes industriels et réorganisaient leurs secteurs des entreprises, qui avec le temps allaient devenir extrêmement productifs et capables de faire concurrence à celui de l'Amérique du Nord – comme avant la guerre. Les performances du Luxembourg et de l'Irlande (pour cette dernière, depuis une dizaine d'années seulement) sont frappantes. Le Luxembourg est le pays le plus riche du monde aujourd'hui, dépassant les États-Unis de 36 p. 100 et laissant loin derrière la Suisse, qui a occupé ce sommet pendant la majeure partie de la fin des années 1990. L'Irlande, au début des années 1990, affichait le niveau de vie le plus bas d'Europe de l'Ouest. À la fin de la décennie, toutefois, elle se classait au troisième rang des pays de l'OCDE, ce qui lui a valu le surnom de « tigre celtique ».

Des résultats aussi remarquables, de même que le fait que pas moins de trois pays différents (les États-Unis, la Suisse et maintenant le Luxembourg) ont occupé la première place du classement économique au cours des cinq dernières années, montrent clairement qu'aucun pays n'a de place garantie au sommet de la pyramide économique : il doit la mériter, année après année. Aucun leader mondial ne peut dormir sur ses lauriers, car ses rivaux sont toujours prêts à lui ravir sa place. De même, comme le prouve de manière éclatante le cas du « tigre celtique », aucun pays n'est condamné à rester au bas de l'échelle non plus.

COMMENT NOUS EN SOMMES ARRIVÉS LÀ...

Plusieurs facteurs influent sur le niveau de vie d'un pays, mais celui qui de loin importe le plus est sa productivité. C'est l'un des indicateurs clé de la vitalité ou de la force d'une économie et peut-être le déterminant essentiel de sa croissance économique à long terme. Elle mesure la relation entre le volume physique des biens et services produits et les ressources utilisées dans les processus de production. En langage ordinaire, la productivité mesure l'efficacité avec laquelle la main-d'œuvre, le capital, les ressources naturelles et les connaissances sont combinés dans l'économie.

Il en existe deux mesures largement reconnues : la productivité du travail et la productivité multifactorielle. La première représente simplement les extrants produits par une économie divisés par la main-d'œuvre employée (soit en nombre de travailleurs, soit en nombre

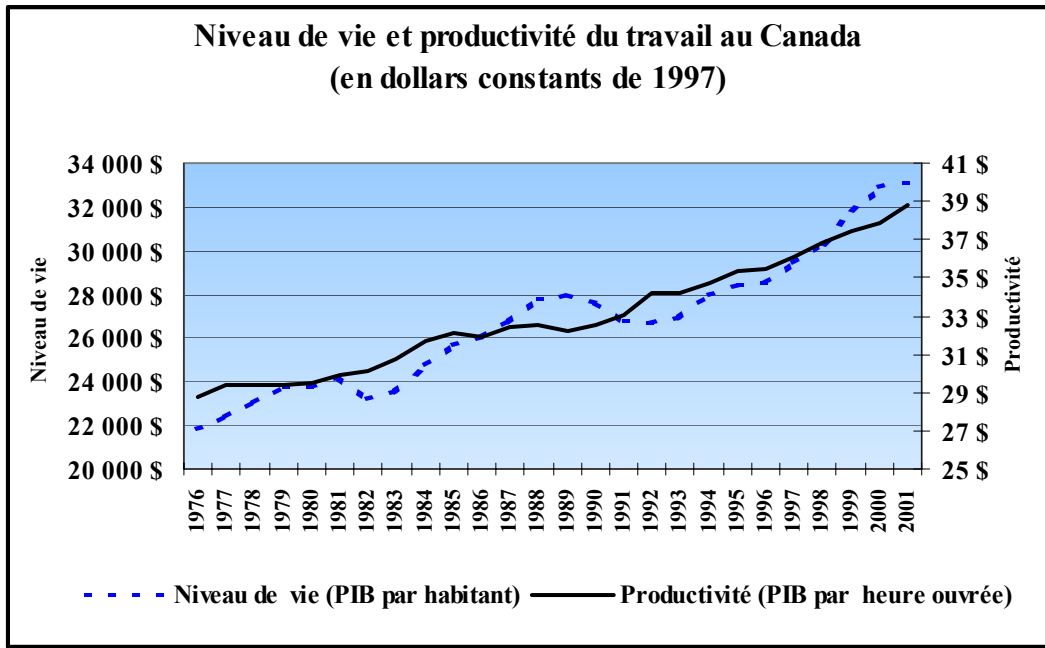
d'heures ouvrées). Le présent document insistera sur ce facteur, car c'est celui qui suit de plus près le niveau de vie⁽²⁾.

Le graphique 2 montre que ces deux variables économiques – le niveau de vie et la productivité du travail – sont étroitement liées. Elles évoluent dans le même sens et de manière plutôt uniforme tout au long de la période 1976-2001. La productivité du travail au Canada, mesurée selon le PIB en dollars constants de 1997 par heure ouvrée, s'établissait à 28,79 \$ en 1976, et elle a atteint 38,81 \$ en 2001. Ces résultats indiquent certes un accroissement de la productivité du travail au cours des 25 dernières années, mais celui-ci n'a pas été très rapide : le taux de croissance annuel composé moyen n'a pas dépassé 1,2 p. 100. Par comparaison, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1973, les taux de croissance de la productivité du travail ont, en moyenne, dépassé 2,5 p. 100 par an, soit plus du double des taux actuels. De même, le niveau de vie, mesuré selon le PIB en dollars constants de 1997 par habitant, était de 21 840 \$ en 1976; en 2001, il atteignait 33 059 \$. Ces données représentent un taux de croissance composé annuel de 1,67 p. 100, qui se situe très au-dessous du taux enregistré pendant la période allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1973.

Le graphique 2 permet également d'observer deux réalités qu'un examen rapide des statistiques brutes ne révèle pas. Premièrement, entre 1976 et 2001, le niveau de vie était plus instable – c'est-à-dire sujet à des variations plus grandes à l'intérieur de chaque cycle conjoncturel – que la productivité du travail. Deuxièmement, le taux de croissance du niveau de vie du Canada a été supérieur à celui de la productivité du travail au cours de cette période. Ces deux différences donnent à penser que des facteurs autres que la productivité du travail influent sur le niveau de vie. Penchons-nous sur ceux-ci pour mieux comprendre la situation.

(2) La mesure de la productivité du travail et la mesure de la productivité multifactorielle sont toutes deux sujettes à une certaine distorsion. La productivité du travail peut être influencée par le recours à d'autres facteurs complémentaires de production, par exemple les taux d'investissement différentiels dans le capital physique. La productivité multifactorielle, qui repose sur un indice des ressources utilisées, est vulnérable sur le plan de la méthodologie à cause des facteurs de pondération qu'il faut attribuer à chaque facteur de production (habituellement en fonction de leur place dans le revenu national) et de la difficulté de déterminer la valeur du stock de capital et son taux de dépréciation, afin de calculer correctement les frais de service du capital.

Graphique 2



Source : Statistique Canada, Données sur le PIB – *CANSIM*, 2001.

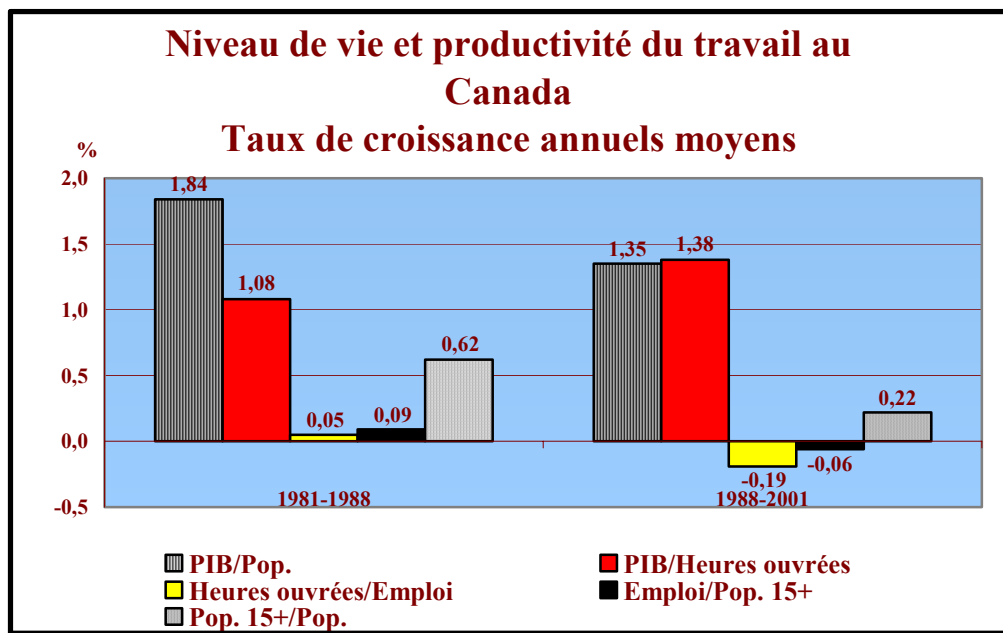
Bien qu’il y ait un lien certain entre la productivité et le niveau de vie, ce lien n’est pas direct. Il existe une formule mathématique précise permettant d’expliquer cette relation. Le niveau de vie, ou encore le PIB par habitant, est égal à : 1) la productivité (c.-à-d. le PIB divisé par les heures ouvrées), multipliée par 2) le nombre moyen d’heures ouvrées par personne occupée, multiplié par 3) le taux d’emploi (c.-à-d. le nombre de personnes occupées en proportion de l’effectif de la population active, cette dernière s’entendant des personnes de 15 ans et plus capables et désireuses de travailler), multiplié par 4) le ratio de la population active à la population en général (un genre de mesure du taux d’activité). D’où l’équation algébrique suivante :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Heures ouvrées}} \times \frac{\text{Heures ouvrées}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{Population active}} \times \frac{\text{Population active}}{\text{Population}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Population}}$$

L’évolution de la production par habitant (dernier terme) et celle de la production par heure ouvrée (premier terme) devraient aller dans le même sens et être du même ordre de grandeur, à moins qu’un facteur important n’influe sur les deuxième, troisième et quatrième termes de cette équation.

À partir de la formule mathématique ci-dessus, le graphique 3 illustre les taux de croissance de la productivité et du niveau de vie du Canada au cours des deux derniers cycles conjoncturels et aide à expliquer les facteurs qui ont contribué au déclin du taux de croissance annuel du niveau de vie du Canada dans les années 1990 (de 1,84 à 1,35 p. 100). Comme le montre la hauteur des barres, le taux de croissance du PIB par habitant (voir les barres marquées « PIB/Pop. ») est la somme des taux de croissance de la productivité du travail (« PIB/Heures ouvrées »), des heures ouvrées par personne occupée (« Heures ouvrées/Emploi »), du taux d'emploi (« Emploi/Pop. 15+ ») et de la proportion de la population active à la population en général (Pop. 15+/Pop. »). Cette additivité nous permet de déterminer l'apport relatif des différents facteurs économiques et démographiques.

Graphique 3

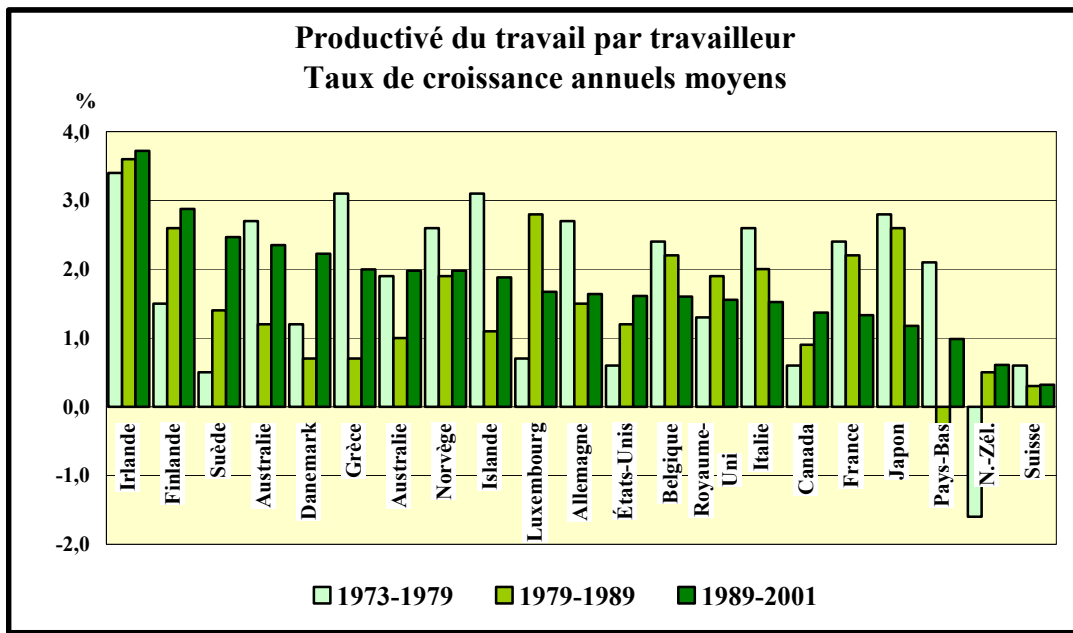


Source : Statistique Canada, *données sur le PIB – CANSIM*, 2001; Centre d'étude des niveaux de vie, *Income and Productivity Data, Personal Income and Productivity Trends: Canada vs. United States*, www.csls.ca, 2002.

Les données sont sans ambiguïté : ce n'est pas parce que le taux de croissance de la productivité canadienne s'est détérioré que le taux de croissance du niveau de vie a décliné au cours de la dernière décennie. De fait, le taux de croissance de la productivité du travail s'est amélioré légèrement au cours de cette période (passant de 1,08 à 1,38 p. 100). Les taux de croissance plus faibles du nombre d'heures ouvrées par personne occupée (de 0,05 à -0,19 p. 100) et du taux d'emploi (de 0,09 à -0,06 p. 100) et, ce qui est le plus important, le

fléchissement de la progression du rapport de la population active à la population en général (de 0,62 à 0,22 p. 100) sont à l'origine de cette détérioration. Si on examine la situation encore plus en profondeur, on constate que le taux de fécondité de la génération du baby-boom, plus faible depuis les années 1970, est à l'origine du déclin du taux de croissance du niveau de vie dans les années 1990, ayant entraîné une baisse du recrutement de la main-d'œuvre.

Graphique 4

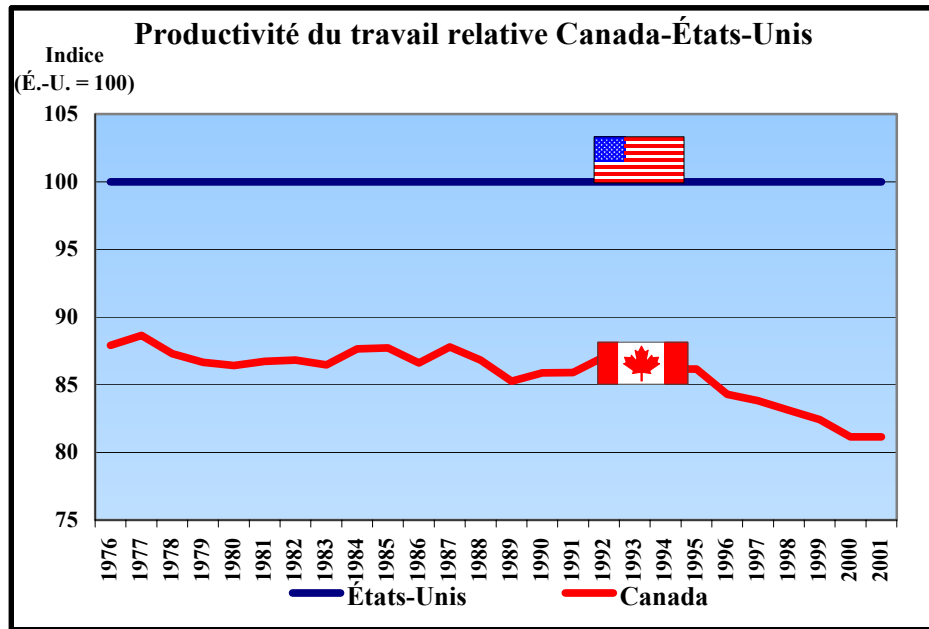


Source : OCDE, *Observateur de l'OCDE 2002/Supplément 1 – L'OCDE en chiffres, Statistiques sur les pays membres, 2002.*

Le fait que le taux de croissance de la productivité du travail au Canada se soit légèrement amélioré au cours des années 1990 par rapport à celui enregistré au cours des années 1980 ne signifie pas pour autant que la productivité n'a joué aucun rôle dans le déclin du niveau de vie canadien par rapport à celui des autres pays de l'OCDE. De fait, le bilan du Canada sur le plan de la productivité a été inférieur à celui de la plupart des pays de l'OCDE au cours des deux dernières décennies, comme le montre le graphique 4. Le Canada s'est classé seizième sur 21 pays de l'OCDE pour son taux de croissance de la productivité du travail par travailleur entre 1973 et 2001. Il est donc tombé du deuxième au quatrième rang dans le classement de l'OCDE pour la productivité entre 1976 et 2001⁽³⁾.

(3) Industrie Canada, *Tendances de la productivité et du niveau de vie au Canada*, 11 juin 2002.

Graphique 5



Source : Centre d'étude des niveaux de vie, *Income and Productivity Data, Personal Income and Productivity Trends: Canada vs. United States*, Tableau 7, www.csls.ca, 2002.

Les résultats décevants du Canada sur le long terme amènent de nombreux analystes à s'inquiéter de l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis, qui s'élargit et s'aggrave, selon la perspective canadienne. Le graphique 5 montre l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis au cours des 25 dernières années, mesuré selon le PIB par heure ouvrée. La productivité du travail au Canada a été inférieure à celle des États-Unis de 1976 à 2001. Le travailleur canadien, qui produisait un peu moins de 90 p. 100 de ce que le travailleur moyen américain produisait en 1976, a aujourd'hui un rendement légèrement supérieur à 80 p. 00 de celui du travailleur américain moyen.

Cet écart se traduit par une différence entre les salaires ou niveaux de vie des deux pays. En dollars comparables, et en utilisant la formule de parité des pouvoirs d'achat de Statistique Canada pour 1998 (1 \$CAN = 0,83 \$US) et le dégonfleur implicite du PIB de 2001, Industrie Canada estime que les Canadiens sont, en moyenne, plus pauvres de 8 200 \$ que les

Américains. Cette estimation est calculée selon la différence entre les PIB par habitant des États-Unis (43 142 \$) et du Canada (34 942 \$)⁽⁴⁾.

CE QUE L'AVENIR NOUS RÉSERVE...

D'entrée de jeu, il est tentant de répartir la croissance récente de la productivité canadienne en deux ou trois sous-périodes, de manière à souligner telle ou telle tendance apparente ou, au contraire, l'absence de toute tendance manifeste. Cependant, les données concernant la croissance de la productivité sont très sujettes aux grandes fluctuations en fonction de faibles différences de mesure et de durée du cycle conjoncturel. À défaut de pouvoir tenir compte de telles différences, les projections fondées sur des tendances au cours de sous-périodes risquent fort d'induire en erreur. Pour surmonter cet obstacle méthodologique, on pourrait tout simplement extrapoler de plus ou moins une décennie dans le passé les résultats économiques du Canada, en utilisant les données des deux ou trois cycles conjoncturels antérieurs. Toutefois, certains facteurs démographiques très déterminants continuent de se manifester d'une manière qui devrait influencer sensiblement, et d'une manière inédite, les projections concernant le niveau de vie. Les technologies nouvelles et naissantes et les tendances économiques qui modifient les chiffres de la productivité et les relations établies, fausseront également toute prévision simple fondée sur les données passées. Pour ces deux raisons, il semble qu'une projection établie à partir d'une extrapolation du passé doive être complétée par une prise en compte des facteurs démographiques et économiques nouveaux.

Comme nous l'avons montré plus haut, la croissance du niveau de vie au Canada est étroitement liée à la croissance de la productivité. De fait, certains autres facteurs, qui influent sur le niveau de vie d'une manière qui diffère de celle que l'évolution de la productivité laisse entendre, deviennent moins importants. Dans le graphique 3, nous avons observé que le taux de croissance du niveau de vie (PIB par habitant ou « PIB/Pop. ») se rapprochait progressivement du taux de croissance de la productivité (« PIB/Heures ouvrées ») entre les périodes 1981-1988 et 1988-2001. La cause principale de ce phénomène est le déclin, depuis les années 1970, du taux de fécondité de la génération du baby-boom, déclin qui, dans les années 1990, a donné lieu à un fléchissement du recrutement de la main-d'œuvre et, par conséquent, à un taux de croissance sensiblement réduit de la proportion de la population en âge de travailler

(4) *Ibid.*

par rapport à la population totale. Cette tendance devrait se maintenir, non seulement au cours de la prochaine décennie, mais aussi des trois suivantes. Statistique Canada rapporte que le ratio des personnes âgées (65 ans et plus) aux personnes en âge de travailler (15-64 ans) est passé de 13 p. 100 en 1971 à 18 p. 100 en 2002 et qu'il devrait augmenter rapidement et atteindre 33 p. 100 en 2025. Aujourd'hui, l'économie emploie cinq personnes en âge de travailler par personne âgée, mais, dans seulement 25 ans, cette proportion passera à trois personnes en âge de travailler par personne âgée. C'est donc dire que le taux de croissance de la proportion de la population en âge de travailler par rapport à la population totale deviendra probablement négatif au cours des prochaines années. De surcroît, à mesure que les enfants du baby-boom atteindront l'âge de la retraite, le taux de croissance du taux d'emploi passera lui aussi du côté négatif⁽⁵⁾. Ces deux facteurs démographiques doivent être ajoutés au déclin des termes de l'échange (rapport entre le prix des exportations et celui des importations) avec lequel le Canada est aux prises depuis longtemps. Ce recul signifie que le pouvoir d'achat des Canadiens diminue lentement, entraînant la devise nationale avec lui. D'une façon générale, la prochaine décennie ne s'annonce pas bonne pour le niveau de vie des Canadiens. Compte tenu de cette situation, le taux de croissance du niveau de vie au Canada au cours de la prochaine décennie sera très certainement tributaire de la croissance de la productivité.

Le récent relèvement du taux de croissance de la productivité canadienne, survenu au cours de l'année dernière (2,4 p. 100 en 2001) ainsi qu'au cours de la première moitié de l'année actuelle (3 p. 100, annualisé, en 2002), est encourageant. Toutefois, la question de savoir si cette reprise marque le début d'une tendance ou si elle est le fruit d'une évolution cyclique reste entière. Des accroissements inattendus de 3,3 et de 2,3 p. 100 ont été enregistrés au Canada, en 1992 et 1998 respectivement. La tendance à long terme de la croissance de la productivité constatée au cours des deux derniers cycles conjoncturels permet d'attendre une augmentation modeste – légèrement supérieure aux taux de 1,1 à 1,4 p. 100 que le secteur des entreprises a connus au cours des périodes 1981-1988 et 1988-2001, respectivement.

(5) La décision des gens de prendre leur retraite n'est pas sans influencer sur l'économie. Les salaires plus élevés offerts dans les catégories d'emploi où les pénuries sont le plus marquées aideront à atténuer cette réalité démographique, mais sont peu susceptibles de l'annuler.

Les tendances économiques semblent appuyer cette prévision. Si l'on fait abstraction de l'effet que les changements démographiques ont sur la productivité⁽⁶⁾, on constate que de nombreux facteurs économiques positifs sont en train de se manifester ou sur le point de le faire. L'investissement dans le capital physique (notamment dans les machines et l'outillage), dont on sait qu'il stimule la productivité, augmente beaucoup plus rapidement qu'entre le début et le milieu des années 1990. Du côté des politiques, les réductions de l'impôt fédéral sur le revenu prévues au cours des quelques années à venir (qui contrastent avec les augmentations d'impôt et l'adoption de surtaxes pratiquées à la fin des années 1980 et au début des années 1990) devraient hausser le revenu personnel réel disponible et la demande de biens et de services de la part des particuliers. Enfin, il est peu probable que l'augmentation implicite de la demande de main-d'œuvre à laquelle ces facteurs économiques donneront lieu puisse être satisfaite par une augmentation proportionnelle de l'offre de main-d'œuvre. Autrement dit, malgré une offre excédentaire de travailleurs dans un certain nombre de catégories de compétences, le marché du travail en général se resserrera de plus en plus au cours de la prochaine décennie, au cours de laquelle le nombre des départs à la retraite dépassera de plus en plus celui des nouveaux membres de la population active. Au bout du compte, cette évolution économique devrait faire augmenter les taux de croissance de la productivité plus rapidement que maintenant.

Le niveau de vie au Canada s'améliorera très certainement au cours de la prochaine décennie, mais son taux de croissance moyen sera sans doute moindre que celui de la productivité du travail, en raison de facteurs démographiques. Très probablement, le taux de croissance du niveau de vie des États-Unis continuera de dépasser celui du Canada, ce qui permet de supposer que l'écart entre les deux niveaux de vie continuera de s'accroître pendant un certain temps.

(6) Une main-d'œuvre plus jeune est généralement associée à une productivité plus faible. Le rapport productivité-âge de la population active est positif (sauf à l'approche de la retraite), principalement en raison de la plus grande quantité de formation en cours d'emploi et d'expérience acquise que possèdent les travailleurs plus âgés. En revanche, le fait que les nouveaux membres de la population active de nos jours possèdent un niveau de scolarité supérieur à celui des retraités vient jouer à l'encontre de ce rapport habituel.